



HAL
open science

Les petits métiers urbains en Afrique : rendre visibles les travailleurs de l'ombre

Christine Deslaurier

► **To cite this version:**

Christine Deslaurier. Les petits métiers urbains en Afrique : rendre visibles les travailleurs de l'ombre. African Workplaces, catalogue d'exposition 2020-2021, 2021, pp.8-11. halshs-03950237

HAL Id: halshs-03950237

<https://shs.hal.science/halshs-03950237v1>

Submitted on 25 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

AFRICAN WORKPLACES



Catalogue d'exposition **2021/2022**

Les petits métiers urbains en Afrique : rendre visibles les travailleurs « de l'ombre »

Sont-ils vraiment si « petits » ces nombreux métiers qui occupent au quotidien des millions de femmes et d'hommes dans les villes africaines ? Ils donnent vie aux espaces sociaux et aux paysages visuels, sonores et olfactifs de ces dernières, toutes agitées et transformées par une très forte croissance démographique depuis le début du XXe siècle. La formule n'est pas seulement usitée en Afrique, mais lorsqu'elle l'est, de nombreuses images mentales y sont associées, qui renvoient à des représentations diffuses de la débrouille, de la subsistance, de la pauvreté, de l'informalité ou même de l'illégalité... À n'en pas douter, il y a dans l'énonciation de la « petitesse » des métiers urbains les dimensions réelles d'activités non déclarées ou non reconnues par les instances étatiques ou internationales qui régulent a priori le salariat (donc « mineures » pour elles), qui se réalisent sans protection sociale ou juridique pour les travailleurs, génèrent de faibles revenus et s'opèrent dans la plus grande précarité. Cependant l'expression n'est pas dépréciative par essence. Elle souligne la dimension « contractée » des activités concernées, que ce soit par la taille réduite de la cellule de travail (un individu, parfois avec un ou quelques aides), l'échelle restreinte de leur développement spatial ou productif, la modicité des revenus qu'elles procurent et l'étroitesse du champ des possibles pour ceux et celles qui les exercent. Aussi se permettra-t-on d'utiliser ici ce libellé pour souligner que les « petits » métiers urbains le sont plus parce qu'ils coïncident avec les faiblesses structurelles du marché du travail salarié dans l'Afrique citadine contemporaine, que parce qu'ils seraient de moindre importance ou de valeur insignifiante...

Bien qu'à partir des années 1980, des analystes et des scientifiques aient remis en cause la notion d' « informalité »¹, la plupart des rapports d'organisations internationales continuent d'utiliser cette notion pour chiffrer ces petits métiers urbains. Ainsi, en 2019, plus de 70 % de l'emploi en Afrique, hors agriculture, relevait du « secteur informel », avec des disparités entre sous-régions, faisant monter ces proportions à plus de 87 % en Afrique occidentale². Les petits métiers représentent ainsi les emplois les plus nombreux dans l'Afrique citadine, et ils concernent une immense majorité de jeunes de moins de 25 ans, de travailleurs âgés de plus de 65 ans, et de très nombreuses femmes.

Le dynamisme et la variété de ces petits métiers sont parfaitement perceptibles pour l'observateur qui parcourt les rues des métropoles continentales, même s'il est patent que ceux et celles qui les exercent le font dans une grande invisibilité sociale et juridique. Ce fameux « secteur informel » est loin d'être homogène et recouvre une multitude d'activités qui vont des services personnels à la production artisanale, agricole ou alimentaire, en passant par le petit commerce, les réparations diverses et le transport. Ils s'adressent à des publics variés (cellule familiale ou clientèle plus large), s'exécutent dans des espaces privés (employé.e.s de maison) ou publics (vendeurs de rue, taxis-motos et vélos...), demandent parfois des qualifications et une technicité spécifiques (réparateurs, couturiers, cordonniers...) ou des instruments de travail dédiés (coiffeurs, fabricants de savon, d'aliments...)³.

Tous ces « petits métiers » sont indispensables à la vie des cités africaines et lui rendent de « grands services », pour reprendre le titre d'un ouvrage qui leur a été consacré il y a quelques années⁴. Ils contribuent non seulement à la subsistance de ceux et celles qui les exercent en absorbant les flux continus de migrants ruraux et jouent un rôle dans la réduction de la pauvreté, mais encore ils participent à l'alimentation, à la mobilité et au quotidien des citadins africains en s'adaptant aux besoins et aux moyens de la clientèle citadine, aisée ou déclassée. Les pouvoirs publics et les institutions internationales cherchent bien à les encadrer, aussi bien pour théoriquement réduire les chiffres officiels du chômage et offrir une protection aux travailleurs et aux travailleuses qui s'y emploient, que pour en faciliter, plus prosaïquement, le contrôle et la taxation⁵. Mais les « petits métiers » échappent encore à ces tentatives de régulation institutionnelles. Pour autant ils ne sont pas exempts de toute structuration interne. Ainsi des règles familiales, ethniques ou régionales sont déterminantes dans certains secteurs d'activité lorsque la connaissance des besoins, la transmission des compétences et l'acquisition des outils de travail sont nécessaires. Des systèmes de répartition des espaces de travail ou de vente obligent les nouveaux venus à s'adapter aux réseaux d'activité et aux normes qui les régissent⁶. Le ou la jeune rural.e qui s'installe en ville, s'emploie par exemple rarement dans un foyer sans recommandation de la famille ou des amis, ou ne s'improvise pas distributeur de cartes d'unités téléphoniques sur un segment routier, vendeuse de tomates sur un trottoir urbain ou taxi-moto sur un parking sans l'aval de ceux et celles qui ont déjà « pignon sur rue »... En fait, l'activité « informelle » dans les villes est aussi une expression de l'autonomie des travailleurs et des travailleuses et de leur aptitude à saisir les besoins des usagers⁷.

La première partie de cette exposition donne à voir quelques facettes des « petits métiers urbains » qui s'exercent du Burundi à l'Éthiopie en traversant les marchés urbains et les périphéries du Kenya ou des Comores. Ces clichés qui fixent des instantanés du labeur quotidien de travailleurs et travailleuses de diverses villes du continent sont organisés de manière à restituer quelques éléments prégnants de la division genrée et spatiale du travail « informel » dans les villes du continent. Ils rendent visibles les activités de ceux et celles que la photographe belge Rosalie Colfs appelait les « travailleurs de l'ombre » lors d'une vaste exposition développée à ciel ouvert dans la ville de Bujumbura (Burundi) en avril 2014⁸. Ces activités sont ici prises « sur le vif », dans l'affairement et le mouvement qui sanctifient la tâche ou la vente effectuées.

Il est ainsi possible d'observer dans une première section la grande fatigue de Goreth, assujettie dans le foyer de sa propre sœur à Bujumbura aux mêmes corvées du quotidien que son alter ego dans une arrière-cour de Moroni : le travail ménager, de la lessive à la vaisselle en passant par la garde des enfants, est souvent une affaire de femmes⁹, et même surtout de filles¹⁰. Il se déroule dans l'intimité des maisons familiales, ne fait l'objet d'aucune reconnaissance sociale et est très mal rétribué. La plupart des employées de maison sont de jeunes rurales fraîchement arrivées en ville, en général sans bagage scolaire ni moyens propres de survie. Ces besognes invisibles sont rarement photographiées en raison du huis clos qui caractérise leur déroulement, ce qui contraste avec la perception directe que l'on peut avoir des hommes qui travaillent dans l'espace public. C'est le cas des cireurs de chaussures ou des cordonniers qui exercent sur les trottoirs d'Addis-Abeba, de cet éboueur qui prend la pose à côté des sacs de détritiques qu'il est chargé de déblayer, ou de ce conducteur de boda-boda (le taxi-moto de l'Afrique orientale anglophone) dont le chargement de foin est on ne peut plus discernable sur cette route qui le conduit vers Nairobi.

À y regarder de près, on pourrait penser que les sourires des uns ou la fierté d'un autre les distinguent foncièrement des jeunes femmes au front soucieux qui se tuent à la tâche dans les alcôves familiales. C'est sans doute vrai en ce que l'indépendance des hommes à l'extérieur leur offre de plus grandes facilités pour s'organiser à leur gré et développer des interactions sociales. La pénibilité de la domesticité ménagère est par ailleurs tout à fait singulière. Mais il ne faut pas s'y tromper complètement : des femmes aussi vendent leurs légumes ou s'installent pour coudre des vêtements dans la rue. Finalement la précarité reste commune à tous et toutes. Chacune et chacun travaille sans relâche au profit d'autrui pour s'assurer une subsistance minimale, et les enjeux de l'insertion économique comme la pesanteur d'un labeur peu gratifiant sont comparables. Jean-Marie par exemple prépare dès l'aube ses boulettes à la maison afin d'être à temps dans les rues de Bujumbura pour servir ses clients, tout en ne sachant pas s'il parviendra à vendre toute sa production avant le coucher du soleil. Et notre fier éboueur éthiopien non seulement vit dans les effluves des poubelles mais aussi pousse à bout de bras un modeste chariot dont aucun citoyen n'approchera en raison de l'odeur nauséabonde qu'il distille...

Cette section met en lumière aussi les divers espaces et modes d'organisation des métiers urbains, stationnaires pour les uns, en mouvement pour les autres. La circulation des biens et des marchandises est assurée par des conducteurs de motos ou d'autres véhicules convoyant les productions du monde rural vers les besoins des citoyens. Ces derniers sont eux-mêmes transportés par des boda-boda kényans ou des bajaji (tricycles importés d'Inde) qui assurent les nécessaires déplacements des urbains dans des villes dont la superficie ne cesse de s'étendre. D'autres travailleurs ou travailleuses au contraire offrent des prestations de service sédentarisées, à l'étal ou au sol, comme ces vendeurs de maïs dans un marché de Nairobi ou ces spécialistes de la réparation ou de la préservation des chaussures sur les trottoirs de la tentaculaire capitale éthiopienne. Enfin les vendeurs ambulants comme Jean-Marie circulent en ville selon des itinéraires prenant en compte les horaires des travailleurs salariés ou les temps de repos et de détente de ces derniers.

Les photographies des travailleurs et travailleuses réunies dans cette partie de l'exposition n'épuisent pas, assurément, les multiples facettes que recouvre l'appellation des « petits métiers urbains ». Il est toutefois à espérer que ces quelques exemples et ces explications sommaires permettront aux visiteurs et visiteuses d'appréhender de manière plus sensible le quotidien de ces migrants et précaires qui au jour le jour se battent pour gagner dignement leur vie en ville, dans un environnement qui ne leur est pas toujours favorable, voire qui peut se révéler hostile. Ces travailleurs et travailleuses « de peu » rendent avec ingéniosité et persévérance des services indispensables aux citoyens et citoyennes africain.e.s. Sans doute serait-il temps de les reconnaître à leur juste valeur, non pas en les soumettant aux risques d'interventions étatiques, voire policières, qui mettraient en danger leurs moyens de subsistance sous prétexte de leur assurer une protection juridique et sociale, mais plutôt en soutenant leur ténacité, puisqu'ils sont les maillons les plus solides et les plus utiles du fonctionnement des communautés urbaines du continent.

Christine Deslaurier

Bibliographie et notes

- 1 Claude de Miras, « De la formation de capital privé à l'économie populaire spontanée. Itinéraire d'une recherche en milieu urbain africain », *Politique africaine*, n° 14, juin 1984, p. 92-109 ; Alain Morice, « À propos de l' « économie populaire spontanée » : pour une vision socio-politique de la reproduction urbaine », *Politique africaine*, n° 18, juin 1985, p. 114-124.
- 2 Organisation internationale du travail (OIT), *Femmes et hommes dans l'économie informelle : un panorama statistique* (troisième édition), Genève, Bureau international du travail, 2019, p. 27-30.
- 3 Pour en avoir un aperçu ancien mais toujours d'actualité, se reporter à Philippe Hugon, « Les petites activités marchandes dans les espaces urbains africains (essai de typologie) », *Revue Tiers Monde*, vol. 21, n° 82, 1980, p. 405-426.
- 4 Bernard Gourmelen et Jean-Michel Le Roux (avec la collaboration de Mamadou Touré), *Petits métiers pour grands services dans la ville africaine*, Paris, L'Harmattan, 2011.
- 5 Maurice Mengho Bonaventure, « Petits métiers et chômage déguisé en milieu urbain. Analyse de quelques cas à Brazzaville (Congo) », *Cahiers d'outre-mer*, vol. 51, n° 201, janvier-mars 1998, p. 89-98.
- 6 Laurence Vanpaeschen, *Madagascar, le grand livre des petits métiers*, Gand, Snoeck Publishers, 2009.
- 7 Maria Teresa Cuonzo, « Les petits métiers : le secteur de l'économie informelle en Afrique », in Laura Grassini et Domenico Camarda (dir.), *Local resources and global trades: Environments and agriculture in the Mediterranean region*, Bari, CIHEAM, 2003, p. 271- 276.
- 8 Pendant plusieurs semaines et jusqu'à leur disparition naturelle sous l'effet conjugué du soleil ardent et des pluies abondantes du Burundi presque équatorial, 80 portraits rapprochés de travailleurs urbains (jardinier, gardiens de maison, femmes de ménage, cuisiniers, vendeuses et marchands de légumes ou de fleurs...) ont tapissé en grand format les murs de grandes avenues du centre-ville de Bujumbura. L'objectif de cette exposition était, selon la photographe, « de voir en plein jour ceux qui sont trop souvent ignorés ». Pour un aperçu de ces clichés, voir www.afriqueinvisu.org/les-travailleurs-de-l-ombre.html.
- 9 Mais pas toujours, comme le montrent certaines études sur la domesticité masculine en Afrique orientale et australe : par exemple Karen T. Hansen, *Distant Companions: Servants and Employers in Zambia, 1900-1985*, Ithaca, Cornell University Press, 1989 ; Janet Bujra, *Serving Class: Masculinity and the Feminisation of Domestic Service in Tanzania*, Edimbourg, Edinburgh University Press, 2000 ; Christine Deslaurier, « Des "boys" aux "travailleurs de maison" au Burundi, ou le politique domestiqué », *Politique africaine*, n° 154, 2019, p. 49-73.
- 10 Mélanie Jacquemin, « Petites bonnes » d'Abidjan. Sociologie des filles en service domestique, Paris, L'Harmattan, 2012.